

# Restructuration en vue chez Nokia Siemens

## France

La France n'échappera pas au plan de restructuration mondial de Nokia Siemens Network (NSN). L'équipementier germano-finlandais a annoncé, en novembre 2011, [un plan de suppression de 17 000 postes](#) d'ici 2013 et la concentration de l'activité sur les solutions et services mobiles exclusivement.

Plan social officialisé en [Allemagne](#) (où 3000 personnes sont concernées malgré [les protestations de Siemens](#)) et en [Finlande](#) (1200 postes) alors que plusieurs activités sont revendues ([Expedience cédé à CN Tetragen](#) pour la dernière en date).

Rien d'officiel encore du côté de la France. Mais selon nos informations, 186 postes sur 424 seraient touchés. Soit plus de 43 % du personnel, un taux bien plus élevé que les 23 % environ en moyenne du plan mondial (17 000 postes sur 74 000 salariés). Une information issue du rapport émis suite à une réunion extraordinaire entre le comité d'entreprise, les représentants syndicaux et la direction tenue le 13 février dernier. Une information que confirme la direction de l'entreprise en France qui évoque 190 emplois environ.

## **Vers la fermeture d'Aix-en-Provence et Toulouse**

La communication interne du CE nous apprend que les sites d'Aix-en-Provence et de Toulouse pourraient être purement et simplement fermés. Parmi les services concernés, le pôle services (architecte et ingénieur solution) est le plus durement touché à plus de 70 % (36 emplois sur 49 postes). Celui de l'expertise (experts solutions site, formation, ingénieur réseau...) suit à plus de 57 % (59 emplois sur 103). Avec 36 % de suppressions de postes (22 sur 61), le pôle des ingénieurs avant vente et responsables produits n'est pas en reste.

Il ne s'agit pour l'heure que d'un « projet de restructuration et de licenciement collectif pour motif économique ». « *Nous venons de démarrer les consultations* », nous indique-t-on chez NSN France qui envisage par ailleurs de proposer à 40 salariés une modification de leur contrat de travail comme alternative au licenciement. Les discussions entre la direction et les syndicats vont donc se poursuivre jusqu'à une date que nous ignorons pour l'heure. Mais il est clair que la France n'échappera pas aux coupes claires de l'équipementier.